COMPTES-RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

Marret (Carine) ***Promenades littéraires sur la Côte d'Azur.*** Nice, Mémoires millénaires, décembre 2011

Carine Marret est docteur en sciences du langage. Elle a écrit de nombreux ouvrages. On lui doit ainsi des romans policiers comme *Morte saison sur la jetée promenade*. Passionnée de littérature contemporaine, elle a également écrit un livre sur *Romain Gary-Promenade à Nice.* Cette linguiste est donc ouverte à la création romanesque et à l'histoire littéraire. Ce livre présente une image de la Côte d'Azur chez divers écrivains : on voit ainsi apparaître des auteurs comme Guillaume Apollinaire, Michel Butor, Alexandre Dumas, Max Gallo, Romain Gary, Jean Marie Le Clézio, Maupassant, Raoul Mille, Patrick Modiano, Nietsche, Prévert, Saint-Exupéry, Simenon, Tchekhov.

Ainsi, nous sommes peut-être au départ d'une étude de littérature comparée sur la question. La quatrième de couverture dit en effet : « Nombre d'écrivains furent charmés par la douceur de vivre et les paysages de la Côte d'Azur … Au fil de superbes promenades en leur compagnie, [ce livre] invite à découvrir ou à redécouvrir cette magnifique région, drapée d'une lumière nouvelle à travers leurs regards tantôt émerveillés, tantôt empreints de poésie, tantôt de mystère. »

Jousé Valliche

Boyer (Marc), ***L'Hiver dans le Midi. L'invention de la Côte d'Azur,*** l'Harmattan, Paris, 2009, 430 pages

Côte d'Azur, Beaulieu, Costebelle, Californie… ces noms de lieu qui évoquent beauté des paysages, bleu et pureté célestes, plaisir, ont façonné l'imaginaire et construit des représentations qui font des bords de la Méditerranée « la section terrestre du paradis », comme disait le roi des Belges, Léopold II, hôte fidèle du Cap Ferrat. Le tourisme, assimilé à un loisir léger, a souvent inspiré des livres de pure distraction, futiles parfois, des albums offrant de belles photos, des chroniques collectionnant les anecdotes. L'universitaire Marc Boyer qui a beaucoup analysé le phénomène touristique est l'un de ceux qui ont le plus contribué à faire de la migration saisonnière un objet d'étude scientifique.

Marc Boyer retrace la naissance et le développement de la villégiature hivernale sur la Côte d'Azur. Cette dernière expression, titre d'un livre de Stéphen Liégeard, date de la fin du XIXe siècle, mais le phénomène a pris corps à la fin du XVIIIe siècle. De nombreux facteurs ont concouru à l'apparition de la saison d'hiver dans le Midi : douceur du climat, vertus thérapeutiques prêtées à un lieu, beauté d'un site, intervention décisive d'un homme influent par son rang social, son autorité scientifique, ses investissements, ainsi Lord Brougham, le Dr Bennet, Blanc, Gould, niveau attractif des prix, notamment au départ celui des terrains, concordance entre les attraits de la région et les attentes d'une population aisée de rentiers, souvent britanniques à l'origine. La diversité des ces conditions explique que le lancement des stations hivernales se soit étalé dans le temps.

Marc Boyer présente les lieux de villégiature dans l'ordre successif de leur naissance : Hyères capitale du séjour thérapeutique, Cannes au départ rendez-vous élitiste de l'aristocratie britannique, Nice élégante et sa légendaire « douceur de vivre », Grasse « station climatique. La ville des parfums et des fleurs », comme le proclame une affiche, Monte-Carlo créé de toutes pièces pour le jeu et le luxe, le Cap d'Antibes célèbre pour l'acclimatation des plantes exotiques, le Cap Ferrat, Beaulieu, le Cap Martin, les stations varoises. L'auteur esquisse des comparaisons avec d'autres destinations touristiques, Pau, la Corse, l'Egypte, l'Adriatique, la mer Noire…

L'ouvrage fourmille d'informations précises. Les paysages urbains et ruraux sont minutieusement décrits, dans leur état initial et dans leur évolution, car l'homme apporte des

transformations importantes en introduisant des espèces végétales nouvelles et en édifiant des bâtiments de style éclectique ne devant rien aux traditions locales. Une savante présentation est offerte des hivernants, à travers leurs effectifs et leur nationalité, ainsi que les conséquences de leur arrivée sur la démographie générale. Des pages nourries sont consacrées à la vie quotidienne des touristes, aux modalités de logement, aux prix, aux loisirs, aux aménagements édilitaires entraînés par leur afflux. Les grandes figures qui ont joué un rôle dans le lancement de la saison d'hiver, tel Brougham, grand seigneur avare, Prosper Mérimée, épris de calme, Alphonse Karr, hommes de lettres-jardinier pittoresque, certains bâtiments emblématiques comme les villas *Le Plantier* et *Noailles* à Hyères, inspirent des pages colorées.

Les informations puisées aux meilleures sources, archives publiques et privées, guides touristiques, brochures anciennes, mémoires, donnent à l'ouvrage sa dimension scientifique. Les grandes idées illustrées par des exemples vivants rendent la lecture agréable. Cette précieuse synthèse constitue une réussite.

Ralph Schor

Charvin (Robert)*, Virgile Barel*, essai, Editions du Losange, Nice, 2009, 105 pages

Robert Charvin doyen honoraire de la Faculté de droit de Nice, fut un proche du dirigeant communiste Virgile Barel auquel il consacre un essai empreint d'admiration.

L'auteur décrit d'abord le milieu politique dans lequel se déploya l'action de Virgile Barel. Pour lui, la droite locale s'est toujours caractérisée par son égoïsme et souvent sa malhonnêteté. Il ajoute que l'instrumentalisation d'un prétendu particularisme niçois a servi de paravent au féodalisme médeciniste. Pour Robert Charvin, la droite utilisa l'anticommunisme pour se doter d'une dimension idéologique et culturelle qu'elle ne possédait pas : « L'anticommunisme était la dignité du voyou » (p. 33). L'auteur tympanise aussi l'aveuglement et les compromissions des socialistes. Il n'épargne ses camarades communistes et leurs illusions sur l'URSS, mais il leur accorde des circonstances atténuantes et refuse de noircir « l'histoire de ce peuple communiste qui a su arracher, plus que d'autres, les quelques droits que les hommes d'aujourd'hui ont encore » (p. 22).

La majeure partie du livre constitue un rappel de la carrière et surtout un portrait de Barel. Ce dernier se signalait par un total désintéressement, un refus du cumul des mandats et une chaleur humaine attestée par tous ceux qui l'approchèrent. Peu sensible aux répressions dont il fut victime, il mena une action militante infatigable et il installa réellement son parti dans le paysage politique des Alpes-Maritimes. Prudent, il refusa de participer aux attaques personnelles menées par le PCF contre certains hommes, y compris issus de ses rangs comme André Marty et Charles Tillon. Plus qu'un idéologue il fut un praticien du communisme, ainsi dans son action en faveur du tourisme populaire ou de la pédagogie Freinet tant que celle-ci ne fut pas condamnée par le parti. Barel s'attacha à nationaliser la vie politique niçoise qu'il jugeait trop repliée sur les intérêts de la droite locale. Son élection à la députation en 1936 lui permit de mieux atteindre cet objectif.

Robert Charvin n'entre pas toujours dans les détails. Il ne rappelle pas que l'élection de Barel en 1936 fut surtout acquise grâce à la discipline de vote pratiquée alors par l'ensemble des partis de gauche. Il signale une certaine estime de Barel pour Jean Médecin qu'il attribue plus à la solidarité des anciens combattants de 1914-1918 qu'à un esprit localiste, mais il ne cite pas explicitement l'accord signé par les deux hommes à la fin de 1944. Robert Charvin reconnaît, dès le début de son essai, que la personnalité profonde de tout être humain demeure mystérieuse. Il réussit cependant à faire revivre son héros avec finesse et sensibilité.

Ralph Schor

Maillard (Alain) (dir), ***Les immigrations en Picardie, XIX*****e-*****XX*****e** ***siècles,*** l'Harmattan, Paris, 2009, 303 pages

Résultat d'une enquête commanditée par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, enquête ayant abouti à un colloque, l'ouvrage collectif sur *Les Immigrations en Picardie* aborde le sujet sous différents angles.

L'analyse démographique révèle que la région n'a jamais connu une très forte immigration et que les effectifs d'étrangers se situent généralement sous la moyenne nationale. Les individus recensés sont de 8 600 en 1851, 36 000 en 1886, 88 000 en 1931, 62000 en 1999. La présence masculine se révèle supérieure à celle enregistrée dans d'autres régions. Les Belges sont les plus nombreux au XIXe siècle, puis, au XXe siècle, comme ailleurs, s'installent les Italiens, les Polonais, les Portugais, les Marocains, des Chinois pendant la Grande Guerre. Un chapitre intéressant est réservé aux Ukrainiens arrivés au début des années 1920 au terme d'un voyage pénible, confrontés à « des conditions de travail épouvantables » (p. 100), isolés et cherchant un écho du pays dans la vie associative.

Divers sujets inspirent des analyses particulières. Les dossiers du service social de la main-d'œuvre étrangère donnent une note concrète sur les conditions de l'immigration et les problèmes rencontrés. La grève des immigrés qui éclate à l'usine Chausson de Creil en 1973 est déclenchée par la base qui demande de meilleures conditions de travail et de rémunération ; les affrontements entre syndicats restent incompréhensibles pour les ouvriers en grève. Des développements neufs sont consacrés à l'alphabétisation des étrangers, lancée dans les années 1960 par des militants du PSU et des chrétiens engagés. Neuf aussi est le chapitre centré sur deux expériences ponctuelles : la création de commissions extramunicipales des immigrés, instances consultatives, à Creil et à Amiens. Dans cette dernière ville un millier d'étrangers élirent en 1987 des représentants associés au conseil municipal. Originale est l'étude inspirée par les enseignants dont au moins un des parents est d'origine étrangère : la majorité est constituée par d'anciens « bons élèves », issus du milieu populaire, choisissant souvent d'exercer auprès de publics scolaires en difficulté. L'action religieuse, sociale, culturelle des Eglises évangéliques est analysée avec précision. La mémoire des harkis est étudiée avec finesse. La « condition de forçat » (p. 280) réservée à la main-d'œuvre chinoise pendant la Première Guerre mondiale, la décimation de ces travailleurs par la tuberculose et la grippe espagnole donnent au dernier chapitre une note dramatique qui, de diverses manières, caractérise souvent la condition des immigrés, au moins à la première génération.

Le livre ne constitue pas une histoire totale de l'immigration en Picardie, mais il offre de solides points d'ancrage pour une synthèse à venir.

Ralph Schor

Endelstein (Lucine), Fath (Sébastien), Mathieu (Séverine) (dir), ***Dieu change en ville. Religion, espace, immigration***, l'Harmattan, Paris, 2010, 222 pages

Issu d'un colloque pluridisciplinaire, le livre *Dieu change en ville* renouvelle le regard sur la vie religieuse dans les grandes agglomérations. S'appuyant sur des observations effectuées dans plusieurs pays, Suisse, Italie, Canada, Nouvelle-Zélande et dans divers quartiers de Paris, les auteurs contestent l'image traditionnelle d'un déclin de la religion dans le cadre urbain. Ils montrent au contraire que l'immigration a entraîné une régénération du divin, une différenciation des cultes, une recomposition du territoire.

Le premier trait frappant réside dans le pluralisme des formes de la vie religieuse en ville. A côté des cultes anciens, déjà installés et généralement en perte de vitesse, apparaissent des groupes nouveaux et nombreux, évangéliques, charismatiques, bouddhiques, hindouistes,

sikhs, caodaïstes… Le protestantisme se fragmente encore plus. Des synagogues indépendantes s'installent à côté de celles qui dépendent du consistoire. Certains étrangers changent de religion car les cultes immigrés font souvent preuve de prosélytisme. Les jeunes groupes sont discrets ou, au contraire, très visibles par l'appropriation de l'espace. De véritables quartiers marqués par une religion dominante se constituent parfois. Certaines communautés, installées dans un quartier précis, rassemblent des fidèles habitant fort loin : les possibilités de déplacement en ville favorisent cette dispersion et une dynamique de réseau.

L'identité se trouve au centre de l'effervescence religieuse observée en ville. Les immigrés se signalent généralement par une pratique supérieure à celle des autochtones. Le regroupement cultuel permet d'encadrer les jeunes, de maintenir les traditions et la cohésion par la solidarité et la sociabilité. Le lieu de culte offre de nombreuses activités extra-religieuses et rend des services. Les centres bouddhistes peuvent se muer en banques alimentaires, en structures de soutien scolaire et d'activités culturelles. Pour les Polynésiens de Nouvelle-Zélande, les paroisses protestantes sont des reproductions des villages d'où viennent les fidèles. Cependant l'identité n'apparaît pas toujours figée. Certaines Eglises afro-caribéennes de Paris retournent la méfiance et le mépris qu'elles inspirent parfois, affichent leur sentiment de guérison sociale et physique apporté à leurs membres et de victoire psychologique, professionnelle, financière. Les immigrés, arrivés en élèves des missionnaires européens, pensent souvent remplir une mission exaltante : évangéliser l'Europe qui s'éloigne de Dieu. Les Assyro-Chaldéens de Sarcelles, partis d'un fort repli communautaire, entrent dans la modernité et participent activement à la vie de la cité.

Les nouvelles sensibilités religieuses introduites dans le milieu urbain posent des questions aux autorités locales. La ville de Lausanne a créé un service spécialisé chargé de l'intégration et prenant en compte la dimension religieuse. Dans certains pays les Eglises sont reconnues comme acteurs sociaux. Terme de l'évolution, certains autochtones se mettent en question au contact des cultes immigrés et se considèrent comme des pèlerins en recherche. Les sociologues catholiques européens ont souvent vu leurs compatriotes urbanisés comme de véritables migrants, déracinés, loin du milieu rural traditionnel, obligés à de longs déplacements entre leur domicile et leur lieu de travail, plongés dans un monde de diversité culturelle et de constante mobilité sociale.

Ainsi le livre pose des questions multiples et passionnantes. Les réponses se révèlent parfois juste esquissées et réduites à une typologie. Mais, le plus souvent, elles apparaissent solidement argumentées et appuyées sur de riches observations de terrain. On peut finalement dire que si *Dieu change en ville*, il change aussi la ville.

Ralph Schor

Teulieres (Laure), *Histoire des immigrations en Midi-Pyrénées, XIXe-XXe siècles*, Libre Parcours, Loubatères, Portet-sur-Garonne, 2010, 176 pages

Laure Teulières, maître de conférences à l'Université de Toulouse-Le Mirail, publie une histoire de l'immigration en Midi-Pyrénées et annonce d'emblée qu'il s'agit d'un ouvrage destiné au grand public.

L'étude suit un plan très classiquement chronologique. La première partie couvre la période antérieure à 1918. En 1851, les étrangers représentent 0,3% de la population totale. Le dépeuplement continu de la région où prédomine l'activité agricole amène un développement de l'immigration, principalement d'origine espagnole. Des touristes et des curistes viennent aussi résider dans le Sud-Ouest. La Grande Guerre entraîne l'afflux de réfugiés, dont de nombreux Belges, et de ressortissants de l'empire colonial.

Le déclin démographique se poursuit dans l'entre-deux-guerres, ce qui stimule l'immigration, notamment la colonisation agricole par les Italiens. Ces derniers sont bien

considérés car leur présence fait remonter le prix de la terre. Espagnols, toujours majoritaires, Polonais, minorités venues d'Orient complètent, entre autres, l'éventail des nationalités. L'auteur note l'installation du sculpteur biélorusse Ossip Zadkine.

La troisième partie s'ouvre sur l'exil des Espagnols républicains au début de 1939 et sur l'italophobie qui sévit après le 10 juin 1940, date de l'entrée en guerre de l'Italie. Les lois xénophobes et antisémites de Vichy, les internements, les persécutions sont bien analysées, de même que la résistance dans laquelle se lancent certains étrangers, notamment d'ex-brigadistes espagnols. La contribution de ces résistants à la libération se révèle importante.

Au lendemain de la guerre, la croissance économique est faible et le nombre des étrangers régresse : 1 400 000 en 1946 et 112 000 en 1968. Les immigrations anciennes s'intègrent, même si les réfugiés espagnols conservent une forte originalité identitaire. Les Trente glorieuses offrent de nombreux emplois aux nouveaux venus, les Portugais dans les années 1960 et 1970, et les Marocains.

Durant la période allant de 1975 à 2005, les effectifs d'étrangers baissent encore : 99 000 en 1999. Les renouvellements portent sur l'arrivée d'Africains sub-sahariens et de réfugiés de l'Asie du Sud-Est, ainsi que sur la féminisation de la population immigrée, sur la présence importante en proportion de diplômés, de cadres, de retraités. La crise frappe durement les immigrés, surtout les moins qualifiés. La participation aux luttes sociales, signe d'intégration, s'intensifie.

L'ouvrage ne comporte pas de bibliographie ; celle-ci figure en fait dans les notes. Les lecteurs seront sensibles à la clarté de l'exposé et à la précision des données. Laure Teulières a su trouver le ton approprié à une bonne vulgarisation.

Ralph Schor

Panicacci (Jean-Louis)*, En territoire occupé. Italiens et Allemands à Nice, 1942-1944,* Vendémiaire, paris, 2012, 287 pages

Jean-Louis Panicacci, auteur de nombreux travaux de référence sur l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale dans les Alpes-Maritimes, publie un nouvel ouvrage sur la période de l'occupation à Nice. L'auteur insiste sur la singularité du cas niçois : la ville incluse dans la zone libre après l'armistice de 1940 et surnommée « Fille aînée de la Révolution nationale » en raison de son zèle en faveur du régime de Vichy, dut ensuite affronter deux occupations, celle des Italiens en 1942-1943, puis celle des Allemands jusqu'à la fin de la guerre. Les occupations et les rigueurs qu'elles entrainèrent, les excès de la collaboration modérèrent le soutien accordé initialement à Vichy.

Les Transalpins s'installèrent dans une ville hostile redoutant d'être annexée au pays voisin. De fait des activistes fascistes militaient pour cette cause, mais l'armée d'occupation faisait preuve de mesure en ce domaine pour ne pas envenimer les relations avec la population. Très vite se développa une résistance qui suscita une vigoureuse répression. Cependant, les Italiens, soucieux d'affirmer leur souveraineté et sensibles aux démarches de personnalités transalpines pro-juives, ne s'alignèrent pas sur la politique antisémite de leurs alliés allemands et protégèrent les israélites, même contre les représentants de Vichy.

Après la capitulation italienne de 1943, la Wehrmacht s'installa à Nice et entama une occupation beaucoup plus dure. Nice fut transformée en un camp retranché. La traque aux opposants et aux juifs se développa sur une grande échelle : environ 2 200 juifs français et étrangers furent déportés. Les bombardements alliés, surtout celui du 26 mai 1944 qui causa 384 morts, éprouvèrent la population. Une résistance armée gêna l'action des occupants qui réagirent par une violence sans limites. Le débarquement en Provence précipita le soulèvement patriotique du 28 août 1944. Sur les 350 combattants sans uniforme qui participèrent aux luttes de la libération, 31 furent tués.

L'auteur analyse en détail la vie quotidienne des Niçois sous l'occupation, le ralentissement puis la paralysie de l'économie, la délinquance, le marché noir, les fraudes, la « quasi-famine » qui régnait à la fin de la guerre, les activités culturelles, y compris le tournage, aux studios de la Victorine, de films célèbres comme *Les Enfants du paradis* de Marcel Carné. Jean-Louis Panicacci étudie aussi les divisions politiques au sein de la Résistance et met en valeur le rôle des hommes comme Jean Moulin, hôte temporaire de Nice, les préfets, le maire Jean Médecin, l'évêque Mgr Rémond. Il n'omet pas les polémiques récentes, ainsi celle qui porte sur l'opportunité du soulèvement du 28 août 1944. De précieuses annexes accompagnent de livre sérieux et parfaitement informé.

Ralph Schor

Pierpaolo Merlin (a cura di), *Governare un regno. Viceré, apparati burocratici e società nella Sardegna del Settecento*, Carocci, Roma, 2005, 463 p.

La genèse du concept d'histoire moderne fut liée à la Renaissance comme ouverture d'un temps nouveau et en tant que pensée de Midi existentiel à la fois ombre ou heure du soleil des morts et lumière ou résurrection[1]. Les Savoie ont longtemps hésité après 1713 entre la piémontisation et la vie propre de la féodalité en Sardaigne fortement marquée par la longue présence catalane puis aragonaise et finalement espagnole. Ainsi en 1733 l'édit que publia Charles-Emmanuel III sur la gestion des communautés piémontaises constitua une sorte de modèle étendu d'abord à la Savoie en 1738, puis en Val d'Aoste en 1762, à la Sardaigne en 1771, enfin dans le comté de Nice avec la promulgation du *Regolamento dei pubblici* en 1775. Victor-Amédée II commença par envoyer dans l'île le comptable général Fontana qui donna de nouvelles directions au problème du Trésor. L'opinion publique de la nation se montra favorable au nouveau maître. Des instructions furent données au baron de Saint-Rémy. Les Espagnols tentèrent de défaire la méfiance des Sardes sur la stabilité de la nouvelle seigneurie. La pauvreté s'accrue pourtant. Craintes et précautions furent mises en place contre la peste de Provence. La députation du marquis de Villaclara parti pour faire hommage au roi précéda l'union des *Stamenti* pour offrir un tribut particulier et pour prolonger le donatif ordinaire[2]. L'institution du Conseil Suprême permit un accord entre les tribunaux laïcs et ecclésiastiques. La désaffection dans les églises sardes se prolongea par les discussions en cours à Rome sur l'indulgence réclamée par le roi et sur le droit d'investiture recherchée par le Saint-Siège. L'abbé Doria del Maro fut désigné vice-roi puis on dépêcha le marquis d'Ormea à Rome pour s'entretenir des problèmes ecclésiastiques de la Sardaigne et à la suite de la conclusion heureuse de la négociation le Cardinal sarde Pipia fut nommé. Le baron de Saint-Rémy fut désigné à la tête du gouvernement de la Sardaigne. De nouveaux évêques avec leurs dépendances propres furent nommés alors que commençait à se propager la connaissance de la langue italienne. En 1728 la population fut dénombrée. Face au mécontentement de l'annone de larges approvisionnements furent envoyés par le roi qui renonça deux ans plus tard au trône[3]. Charles-Emmanuel III lui succéda et le début de son règne fut entaché par de tristes événements et des émotions à Vico en 1730 furent marqués par une alliance avec la Sardaigne comme au temps des Cinarchesi à la différence que désormais la Gallura voisine était une possession de la couronne de Savoie. Or, la famille en Corse s'insérait dans le jeu compliqué des factions qui caractérisait l'équilibre de l'Albergho génoise jusqu'en 1723 et Antoine Buttafoco écrivit dans son *Journal* : « Chacun cherchait à se faire un parti et l'on ne

---

[1] Achille Olivieri, *Il laboratorio di Jules Michelet. Storia, tempo e immaginazione*, Milano, 2001, 103-118

[2] Henri Costamagna, « L'impôt du « Tasso » et son extension aux Etats de la maison de la Savoie », dans *Recherches Régionales*, 2001, 158, pp

[3] Giuseppe Manno, *Storia della Sardegn*a (1825), Antonello Matonne (a cura di), Vol. III, Nuoro, 1996, pp. 300-301

voyait plus en Corse que des extravagances et des inimitiés. Le temps était arrivé que, qui voulait faire le mal, le commettait impunément ; chacun prétendait ne pas obéir à un autre »[4]. Le marquis de Castagnole fut désigné comme vice-roi. Le roi voulut connaître les raisons du mécontentement des partisans espagnols quels qu'ils fussent et parmi les remèdes apportés il y eut la formation de quelques compagnies de soldats sardes dans le régiment de Sicile. La dévotion des Sardes au roi dans la guerre de 1733 fut entière et la victoire du roi fut saluée en Sardaigne. S'ensuivit la mort du marquis de Castagnole et du président le comte de Brassicarda remplacé par l'archevêque Falletti. La nomination du vice-roi le marquis de Rivarolo qui peut-être par caractère s'employa à la répression des malfaiteurs d'abord en dressant une notice de spécification classifiante à Nuoro du banditisme qu'il réprima[5]. Dans la notice de sa visite il projeta d'augmenter la population et se préoccupa en grande partie des habitants de Tabarca afin de peupler l'île de San Pietro. Ils étaient arrivés à Cagliari et leur fondation première fut Carloforte. A ses initiatives le vice-roi ajouta la création de l'enregistrement des propriétés, toutes choses qui lui valurent des éloges. Son remplaçant le comte d'Aspremont établit la poste interne et enrichit le Trésor sarde. La guerre de 1740 provoqua un remaniement ministériel à Turin et la nomination du vice-roi le baron de Blonay. Aussitôt des dispositions furent prises pour défendre l'île et glorieuse fut la campagne du roi. Les Sardes réclamèrent la formation d'un régiment national pour participer aux hostilités ce qui fit débat à Turin même. Ces compagnies armées selon la coutume des Sardes quoique levées par le baron de Blonay souhaitèrent assurer leur propre commandement. Les assemblées de communautés offrirent spontanément pour les dépenses de guerre un donatif extraordinaire de trente mille écus pour deux ans. Encore renouvelée la demande pour la création d'un régiment sarde fut acceptée. Une fois formé les services que prêta ce corps à la guerre furent louables. On séquestra les possessions des barons espagnols en Sardaigne. Le marquis de San Giulia reçut la vice-royauté. Les nouvelles persécutions contre les malfaiteurs amenèrent à distinguer le caractère de leur principal chef. Les assemblées de communautés offrirent pour une durée de quatre ans un donatif extraordinaire de quarante mille écus par année. Excessives par caractère les confidences du vice-roi au secrétaire d'Etat provoquèrent son rappel à Turin. Il fut remplacé à sa charge de vice-roi par le chevalier Valguanera. Il réussit à disperser les bandes de pauvres et obtint que des postes gratuits soient ouverts aux Sardes dans le collège des provinces de Turin. La colonie de Caloforte des habitants de Tabarca s'accrut par les rachats du roi en Tunisie. A l'inverse si le projet de fondation d'une colonie grecque à Moreotti se révéla infructueux se constitua la colonie de grecs et de corses de Montresta. A la suite le roi voulut convoquer les cours mais il en fut dissuadé. En 1751 se déroula un nouveau dénombrement de la population. Un orphelinat fut institué à Cagliari. Enfin l'organisation des archives conduisit à l'élévation à la *virtù* du vice-roi. A sa place fut nommé le comte de Brischerasio qui conçut des projets malchanceux de nouvelles colonies et de diverses manufactures. Aux initiatives dans l'agriculture et le commerce s'ajouta l'amélioration des fortifications dans l'île. Le vice-roi rencontra l'intendant général ce qui aboutit à la publication du *Regolamento* de 1755. Le comte de la Trinità fut désigné vice-roi qui fit quelques essais de propositions. A la mort du ministre de l'intérieur le comte Tana obtint la vice-royauté et le roi remit au comte Giambattista Bogino la direction des affaires de Sardaigne[6]. Mais tandis que le roi de Sardaigne prohiba en 1761 tout commerce avec les insulaires, la fourniture de munitions aux rebelles par un navire napolitain sous le gouvernement éclairé du ministre Tanuccci montra tout l'intérêt porté par les Bourbons à la Corse. L'internationalisation des relations dans le bassin occidental de la Méditerranée vint

---

[4] Antoine Casanova, Ange Rovere, *Peuple corse, révolutions, et nation française*, Paris, 1979, pp. 48-50

[5] Girolamo Sotgiu, « Banditismo e scuola antropologica criminale », dans *Banditisme et violence sociale dans les sociétés de l'Europe méditerranéenne*, Ajaccio, 1995, pp. pp. 281-289

[6] Giuseppe Ricuperati, *Lo Stato sabaudo nel Settecento. Dal trinfo delle burocrazie alla crisi dell'antico regime*, Torino, 2001, pp. 89-113

tant de la menace de l'intervention de l'Espagne reposant sur le danger que les rebelles faisaient peser sur les Génois que de la poursuite d'une présence britannique dont on sait qu'à Londres même la presse discutait de sa nécessité. Or en 1792 l'échec de l'expédition de la France révolutionnaire en Sardaigne puis l'exil de Napoléon Bonaparte que d'aucuns considèrent comme un événement mémoire montre que quelque chose de beaucoup plus profond se produisit qu'un changement de génération, jusqu'à la capitulation de Victor-Amédée III le 8 décembre 1798 qui quitta le port de Livourne pour la Sardaigne et le 3 mars 1799 accosta à Cagliari. Victor-Emmanuel 1er à la suite de l'abdication de Napoléon Bonaparte quitta la Sardaigne et débarqua à Gênes le 14 mai 1814. Six jours plus tard pour la Pentecôte, le 20 mai 1814, il faisait son entrée solennelle à Turin. Le lendemain, 21 mai 1814, il remettait en vigueur l'ensemble de la législation sarde antérieure au 23 juin 1800.

Thierry Couzin

Fabre (Thierry), *La Méditerranée au temps du monde. Rencontres Averroès,* Parenthèses, Marseille, 2008, 118 p.

Sous le règne du sultan Soliman le Magnifique à partir de 1520 les Ottomans étendirent leur influence sur trois continents après avoir établi leur souveraineté au dépend du Chah en Perse, des Mamelouks en Egypte, et des Habsbourg d'Autriche en Serbie. En outre, à l'exception de Chypre qui demeura une possession vénitienne il est vrai en échange d'une contribution, il chassa les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem de Rhodes et la Méditerranée orientale lui fut entièrement soumise[7]. La question d'Orient naquit de l'offensive de la Ligue Catholique jusqu'à la bataille de Lépante en 1571. Dès 1573 Venise abandonnait pourtant l'alliance pour négocier avec le sultan une paix qui lui coûtait l'abandon de ses possessions de Chypre et sur la côte Dalmate[8]. La branche autrichienne des Habsbourg en la personne de Don Juan ne l'entendait pas de cette oreille et accrut sa présence en Méditerranée, comme l'indique en 1575 le percement du tunnel de Ljubelj afin de faciliter une liaison entre Vienne et Trieste qui avait en outre l'avantage de renforcer l'attachement de la Slovénie[9]. La mort de Philippe II en 1598 ne marqua pas le retrait définitif des Habsbourg vis-à-vis du mirage oriental de la Terre Sainte dont le cœur de l'élan de croisade se trouvait à Rome. La *translatio imperii* prit fin lorsque après le traité de Westphalie de 1648 l'Autriche devint l'héritière de l'Espagne ce qui conduisit les Ottomans à tenir le siège devant Vienne en 1683[10]. Le conflit prit encore une autre dimension lors de l'offensive de l'Empire russe de Catherine II en mer Noire en 1774 mais c'est l'expédition d'Egypte de Napoléon Bonaparte en 1798 qui enserra l'Empire ottoman dans la problématique européenne des nationalités[11] déjà engagée par les élites provinciales. La Grèce obtint son indépendance en 1830, l'expédition en Crimée des Français et des Anglais en 1856 favorisa en retour l'unification italienne et la Serbie devint un Etat souverain en 1868 qui dès lors s'appropria le projet yougoslave[12]. Le congrès de Berlin en 1878 vint entériner la rivalité des Etats en quête de débouchés coloniaux, l'Autriche obtint la Bosnie-Herzégovine, l'Angleterre Chypre et la France une liberté de manœuvre en

---

[7] Jean.-Louis Bacque-Grammont, « L'apogée de l'Empire ottoman : les événements (1512-1606) », dans *Histoire de l'Empire ottoman*, Robert Mantran (dir.), Paris, 1999, pp. 145-155

[8] Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, 1990, Vol. II, pp. 415-415

[9] Christophe Gauchon, « Des réalisations méconnues : les plus anciens tunnels des Alpes », dans *Frontières*, Christian Desplat (dir.), Paris, 2002, p. 272 et 275-276

[10] Ruggiero Romano, « L'idea di impero : da Roma a Carlo V », dans Id. *Europa e altri saggi di storia*, Roma, 1996, pp. 25-30

[11] Stuart Woolf, «The construction of a european world-view in the revolutionary-napoleonic years», dans *Past and Present*, 1992, 137, pp. 72-101

[12] André Sellier, Jean Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris, 1991, pp. 143-183

Tunisie[13]. En 1882 l'Egypte passa sous l'influence britannique et dès lors le contrôle du canal de Suez lui assura la maîtrise du commerce mondial. Entre 1896 et 1906 la politique d'expansion de l'Italie en Tunisie fut sous le ministère Francesco Crispi prudente avec le seul recours de la diplomatie et à l'émigration spontanée[14]. En Méditerranée le principe de représentation finit par rencontrer la légalisation des conflits d'opinions sur lesquels va se fonder la vie politique jusqu'à la déflagration de la 1ère guerre mondiale et bientôt la fin de l'exclusion de la Corse, de Malte, de la Sicile, ou encore de la Crète de l'histoire de la Méditerranée des conflits[15] avant d'être aujourd'hui celle des rencontres. L'apparition de la dite modernité a émietté en salut individuel l'attente collective dont chacun garde des débris ou des nostalgies d'un ordre plus juste de la vie ensemble.[16] Renaissance comme ouverture d'un temps nouveau et en tant que pensée de Midi existentiel à la fois ombre ou heure du soleil des morts et lumière ou résurrection[17] que le XIXe siècle a cependant circonscrit à la formation d'Etats nationaux au détriment des Empires méditerranéens comme d'Europe centrale.

Thierry Couzin

Guerri (Giordano Bruno)*, L'arcitaliano. Vita di Curzio Malaparte*, Bompiani, Milano, 2008, 330 p.

Né à Prato en 1898 d'un père Saxon et d'une mère milanaise, Kurt Suckert muni d'un solide culture linguistique en apprenant le français, l'anglais et le russe rejoignit la *Brigata Alpi* l'unique corps de volontaires Garibaldiens aux premiers jours de juillet 1915 et fut nommé après le désastre de Caporetto diplomate à Paris. Le 15 janvier 1921 l'éditorial du second numéro de la revue *Oceanico* la présenta ainsi : « *L'Oceanismo è un movimento di reazione allo sgretolameno, al particolarismo, all'artificiosità che oggi rondo le basi della vita, anche cotidiana. La sete del denaro, della specolazione, della luxure, del provvisorio ha invaso l'umanità. L'arte per opera del futurismo et du dadaismo (…) astrati da tutto, non curarsi di nulla, non avere pregiudizi, significa essere oceanici* ».

Influent promoteur du syndicalisme tant sorélien que guelfe à Florence c'est par ce biais qu'il adhéra au parti fasciste le 20 septembre 1922 tout en lui permettant de maintenir des amitiés inavouables comme celle de Piero Gobetti. Il monta ensuite en 1924 le journal *La Conquista dello Stato* qui lui permit d'entrer dans l'antichambre du pouvoir de Mussolini et comme à la recherche de sa propre *terra incognita* il troqua l'année suivante son nom pour celui de Curzio Malaparte. Il fut accusé par Italo Balbo de propos diffamatoires notamment dans le *Corriere della Sera*, calomnié pour sa liberté de ton dans ses ouvrages, sa collaboration à la direction à partir du 11 février 1929 de la *Stampa* dans les colonnes de laquelle il se distingua d'abord par sa capacité à l'innovation tant en inaugurant pour la 1ère fois dans la presse italienne une page quotidienne consacrée au sport et notamment à l'équipe de football nationale championne du monde, la tenue d'une rubrique littéraire qui publia ainsi Alberto Moravia, et des articles politiques de sa main ouvertement favorables à l'Union soviétique de Lénine incité aussi par l'expulsion de Trotsky et qui lui valurent de faire la connaissance de Maïakowski, dans une période où son patron Giovanni Agnelli dut comme propriétaire de la Fiat faire face à la crise économique par la réduction des journées de travail

---

[13] Thierry Couzin, « L'Europe sans rivages. La Méditerranée (1798-1878) », dans *Cahiers de la Méditerranée*, 2009, 78, pp. 282, 284 et 288

[14] Jean-Louis Miège, *L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours*, Paris, 1968, 421 p

[15] André Nouschi, « Iles et stratégie en Méditerranée », dans *Cahiers de la Méditerranée*, 2004, 68, 11 p

[16] Alphonse Dupront, *Puissances et latences de la religion catholique*, Paris, 1993, pp. 35-43

[17] Achille Olivieri, *Il laboratorio di Jules Michelet. Storia, tempo e immaginazione. Un saggio di metodologia*, Milano, 2001, pp. 103-118

et le licenciement en 1930 de 4300 ouvriers et qui se défit de son bouillant rédacteur le 29 janvier 1931, enfin pour ses relations dans l'exercice de ses fonctions diplomatiques avec des opposants au régime en France comme en Angleterre. Malaparte fut condamné en 1933 par Mussolini à la peine maximale de cinq ans de détention dans l'île de Lipari. Il se plut à se définir comme un Robinson Crusoe entouré par une population de Vendredi et tout en demeurant par les bons offices du comte Ciano correspondant du *Corriere della Sera*, il se consacra à la lecture et finit après sa déportation à Ischia en 1934 par bénéficier d'une mesure de clémence qui le conduisit en Toscane l'année suivante où il pu entretenir des liens épistolaires avec Daniel Halévy, rencontrer Alberto Carocci, puis publier ses impressions dans un livre parut en 1936 sous le titre de *Fughe in prigione* et songer à la création de la revue *Prospettive* dès sa libération pour bonne conduite en février 1937, avec la contribution d'Elsa Morante. Après l'occupation allemande de la Bohême et celle de l'Albanie la guerre s'approchait à grands pas et en juin 1940 Malaparte fut enrôlé comme officier de réserve dans le 5ème régiment des *Alpini* sur le front français, pas même un mois plus tard l'intervention du comte Ciano le nomma correspondant de guerre, ce qui le conduisit d'abord en Grèce où son imaginaire d'homme de culture lui inspira des rapports contradictoires sur un peuple asservis par ses dirigeants et les Anglais transformant l'avancée de l'armée en une marche libératoire, or c'est le contraire qui se passa puisque après les bombardements en Epire les troupes italiennes furent repoussées à la mer. Par la suite envoyé en Yougoslavie encore neutre il ne put que constater l'agressivité des Allemands qui, après avoir bombardé Belgrade, installèrent leur commandement à Zagreb et Malaparte dut rapporter de Roumanie le déplorable massacre de milliers de juifs par les Allemands, si bien que par sensibilité peut-être envers la question sociale, il fut le premier observateur à anticiper leur invasion de l'Union soviétique, et en 1942 pour ainsi dire le sabordage de la résistance ouvrière de Leningrad par les dirigeants en proie à Moscou à de redoutables divisions. A son retour en Italie en mai 1943 il reprit son activité de directeur de *Prospettive* mit la dernier main à *Kaputt*, et après la chute de Mussolini le 25 juillet 1943, il fut témoin de l'arrivée des Américains à Naples qui lui inspira *La Pelle* et se rapprocha de la modération de Palmiro Togliatti en 1944, avant de se retirer de la vie publique italienne sous le ministère d'Alcide De Gasperi en 1947 pour rejoindre Paris et terminer dans son bouillonnement intellectuel son récit. Il retourna dès lors en Italie pour poursuivre son intense activité éditoriale, et après le rapport Khrouchtchev son dernier article publié en février 1957 s'intitula : « *Voglio bene ai cinesi* » avant de s'éteindre d'un cancer le 19 juillet 1957.

Thierry Couzin

Miller (Frederic P.), Vandome (Agnes F.), McBrewter (ed.), *Freedom of religion in Italy*, Alphascript publishing, Mauritius, 2010, 69 p.

L'article 1 du *Statuto* albertin promulgué le 4 mars 1848 considéra le catholicisme comme la seule religion de l'Etat et l'existence des autres confessions en conformité avec les lois[18]. La déclaration avait été précédée le 17 février 1848 de la reconnaissance aux Vaudois de tous les droits civils et politiques[19] et rapidement suivie de l'ouverture des ghettos le 29 mars 1848[20] et l'article 28 accorda la liberté de la presse à ces minorités en précisant que l'impression de la Bible serait soumise à l'autorisation de l'épiscopat, alors que la constitution toscane de 1814 qui suivit en partie en matière de droit la période les dispositions prises par la

[18] Legge 14 mars 1848, dans *Raccolta degli Atti del Governo di S.M il Re di Sardegna*, Archives départementales des Alpes-Maritimes, Fonds sarde
[19] Regie patenti 17 février 1848
[20] Regio decreto 29 mars 1848

France durant l'occupation[21], en reprenant les rapports médicéens de participation à la chose publique entre l'individu et les institutions fondés sur l'équilibre budgétaire de l'Etat avant la Révolution française[22], dérogeant au commun en prévoyant l'emprisonnement ou l'exil pour les pratiques ostentatoires d'une religion autre que le catholicisme, puis, après l'achèvement de l'unification, le 18 mars 1871 Pasquale Mancini établit l'égalité des cultes devant la loi. Le garde des sceaux Zanardelli fit adopter en 1883 le code pénal portant l'abolition de la peine de mort. L'émigration atteignit un sommet en 1913 avec 872 598 personnes. Si le concordat entre Mussolini et le Vatican au traité de Latran en 1929 permit de relancer la discrimination religieuse de l'Etat, la constitution de la République du 22 décembre 1947 institutionnalisa l'égalité de tous les citoyens devant la loi quelque en fut la confession après la déportation de 7 700 de Juifs et l'extermination de 25 000 tziganes yougoslaves résidant essentiellement en Sardaigne et dans le Mezzogiorno et bien qu'en 2006 encore 97,8 % des italiens étaient baptisés, en 2009 la Cour européenne des droits de l'Homme essaya d'éclaircir encore la distinction entre les pratiques religieuses privées, circonscrites à l'espace domestique, et le respect de la laïcité dans l'école publique. En 1967 les articles 10 et 26 sur l'interdiction de l'extradition des étrangers pour délit politique furent intégrés à la Constitution à l'exception des crimes pour génocide. En 2009 le nombre d'étrangers résidants en Italie étaient de 1 891 295 personnes essentiellement Albanais, Marocains et Roumains[23].

Thierry Couzin

Broers (Michael)*, Napoleon's Other War. Bandits, Rebels and their Pursuers in the Age of Revolutions*, Peter Lang, Oxford, 2010, 232 p.

Avant que leur soit inoculé le sens du politique, en Corse comme dans les Abruzzes, aux bornes de l'Est de la France, en Savoie, sur le Rhin ou du Nord comme aux Pays-Bas le phénomène du banditisme a été largement soutenu par les communautés montagnardes ou plus largement paysannes parce qu'ils en étaient le terreau qu'au besoin elles nourrissaient, dont bergers, muletiers et bandits de grand chemin, consistait en une forme d'association dont les racines plongeaient dans les temps féodaux du droit d'aubaine. C'est le déclenchement de la Révolution française en 1789 qui rompit ces bandes, soit à l'exemple de Napoléon Bonaparte en procédant au besoin par l'intervention de la gendarmerie à la conscription de leurs membres, soit en Espagne ou dans les Balkans ottoman de l'Epire qu'elles devinrent guérillas. Si l'Almanach en 1789 a continué en Languedoc à perpétuer avant la départementalisation les exigences de définition d'une *Patria Occitana*[24] l'idiome des Gavots n'était il est vrai ni aussi riche, ni aussi doux que celui des rives du Rhône et du littoral où de bonne heure la fréquentation des Italiens et des Catalans comme le mélange des Grecs et des Français a rompu la langue des Marseillais et des Languedociens à l'usage de la *lingua franca*[25]. « Nous avons observé que l'idiome appelé bas-breton, l'idiome basque, les langues allemande et italienne ont perpétué le règne du fanatisme et de la superstition, assuré la domination des prêtres, des nobles et des patriciens, empêché la révolution de pénétrer dans neuf départements importants, et peuvent favoriser les ennemis de la France (…) : Haut et Bas-Rhin, Corse, Moselle, Nord, Mont-Terrible, Alpes-Maritimes et Basses-Pyrénées (…)

[21] Enrico Genta, Gian Savino Pene Vidari, *Storia del diritto contemporaneo*, Torino, 2005, p. 24

[22] Jean-Claude Waquet, *Le grand-duché de Toscane sous les derniers Médicis. Essai sur le système des finances et la stabilité des institutions dans les anciens Etats italiens*, Paris, 1990, pp. 190-195

[23] Luca Einaudi, *Le politiche dell'immigrazione in Italia dall'Unità a oggi*, Bari, 2007, pp. 38-39 et 410

[24] Alain Alcouffe, « Le Midi et les découpages territoriaux de la révolution », dans *L'invention du Midi, Représentations du Sud pendant la période révolutionnaire*, Montpellier, 1987, pp. 62-63

[25] René Merle, « Langue d'oc et parole populaire : la mise en place des ethnotypes. De la Prérévolution au retour des Bourbons (Alpes-Bas Languedoc-Provence) », Ibid., pp. 32-33

Amis ardents de la liberté, quand un perfide Paoli et ses administrateurs fédéralistes ligués avec des prêtres ne les égarent pas, les Corses sont des citoyens français ; mais depuis quatre ans de révolution, ils ignorent nos lois, ils ne connaissent pas les événements et les crises de notre liberté. Trop voisins de l'Italie, que pouvaient-ils en recevoir ? des prêtres, des indulgences, des adresses séditieuses, des mouvements fanatiques. Pascal Paoli, Anglais par reconnaissance, dissimulé par habitude, faible par son âge, Italien par principe, sacerdotal par besoin, se sert puissamment de sa langue italienne pour pervertir l'esprit public pour égarer le peuple, pour grossir son parti ; il se sert surtout de l'ignorance des habitants de Corse, qui ne soupçonnent pas même l'existence des lois françaises, parce qu'elles sont dans une langue qu'ils n'entendent pas. Il est vrai qu'on traduit depuis quelques mois notre législation en italien ; mais ne vaut-il pas mieux y établir des instituteurs de notre langue que des traducteurs ? (…) Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand ; la contre-révolution parle italien, et le fanatisme parle basque » poursuivit Barère. Après avoir entendu le rapport le Comité de Salut public décréta par l'article II qu'il faudrait procéder à la nomination d'un instituteur de langue française dans chaque commune des campagnes des départements concernés»[26]. Le 24 février 1793 300 000 soldats bleu furent levés pour se dresser contre la rébellion blanche vendéenne qui sous commandement de Charrette et des prêtres qui n'avait pas voté la Constitution civile du clergé s'était réfugiée dans le bocage prorogation de ce qui devint à partir de 1796 guerre civile contre les chouans. Au Sud de la Loire, le Gard, l'Ardèche, le Tarn, l'Aveyron et l'Hérault l'engagement catholique fut précoce, dans les Alpes, le Dauphiné et la Provence le serment à la constitution civile du clergé de 1791 fut massif, enfin contrairement à ce qu'on aurait pu attendre d'une ancienne cité de la Papauté dans le Comtat Venaissin la présence de minorités juives et protestantes y accentuèrent les conflits[27]. Dans les Alpes maritimes la langue administrative de l'italien a été remplacée par le français quoique d'après l'enquête d'Emmanuel Fodéré en 1803 encore la population employait des formes dialectales apparentées aux pays d'oc[28]. En 1798 le Roussillon se rebella et attendit sa solution propre de l'annexion en 1808 de la Catalogne lorsque la guérilla à proprement parler commença en Espagne avec l'appel du roi Ferdinand VII à la résistance contre les français qui joua dans la conscience nationale un facteur puissant de cohésion paradoxalement amputée de ses prétentions coloniales par la guérilla républicaine qui en Amérique latine éclata à Mexico, Montevideo et Buenos Aires en 1810. La rencontre de la Grande nation avec les mondes hispanique et ottoman : le siècle des Lumières.

Thierry Couzin

Hoffmann (Bertin-Stéphane)*, La reconnaissance des micro-nations ou l'utopie confrontée au Droit,* Aix-en-Provence, 2010, 201 p.

Si l'Utopie telle qu'elle est apparue sous la plume de Thomas More en 1518 a eu une telle fortune non sans ambiguïté c'est qu'elle a d'abord été pensée comme l'île refuge du droit naturel. En s'appuyant sur une loi britannique de 1495 la circonscription fédérale d'Australie occidentale a réclamé sa sécession du Commonwealth et adopté un Code de la nationalité en 1997 qui donna lieu à la délivrance du passeport de la double nationalité revendication

[26] *Archives parlementaires. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises de 1787 à 1860*, T.LXXXIII, pp. 713-717

[27] Michel Vovelle, « Le poids des affrontements religieux dans la formation des options collectives méridionales sous la Révolution française », dans *Religion, Révolution, contre-révolution dans le Midi 1789-1799*, Colloque, Nîmes, 1990, pp. 215-218

[28] *La statistique départementale des Alpes-Maritimes de 1803 par François Emmanuel Fodéré*, Archives départementales des Alpes-Maritimes, CET 39

commune à nombre de petite patrie. Ainsi si le *birth control* par la contraception irradia de Genève à Londres le nombre moyen d'enfants pour un mariage contracté à l'âge médian de vingt ans la fécondité des femmes ne dépassa par la quarantaine important encore en 1821[29], l'Irlande sembla échapper à ce mode de régulation si bien qu'en 1985 elle apparaît comme une exception en occupant le sixième rang des régions d'après l'intensité de leurs problèmes[30]. La prolongation de la vie pose deux séries de questionnement. Le premier que l'on pourrait dire interne tient au dérèglement des hiérarchies anciennes des classes d'âges, le second externe oppose plus que jamais le monde développé à la population vieillissante au tiers monde à la démographie galopante[31]. Or, la Silicon Walley a été la solution californienne des Etats-Unis d'Amérique mais désormais l'Alena met cet Etat fédéral face au dilemme bien connu des vieux Européens de l'absorption par le progrès scientifique des migrations mexicaines de la pauvreté désormais difficile à circonscrire dans des ghettos que la Convention de L'*International Court of Justice* réunie à Mexico en 2003 sur la souveraineté de la procédure criminelle dans l'Etat du Texas a prétendu limiter[32]. L'article 3 de la Convention sur les droits et Devoirs des Etats adoptée par la 7ème Conférence Internationale Américaine de Montevideo le 26 décembre 1933 stipulait que : « L'existence politique de l'Etat est indépendante de sa reconnaissance par les autres Etats ». Cet Institut de droit international a précisé dans une résolution adoptée à Bruxelles en 1936 que : « La reconnaissance d'une nouvelle Nation est une décision libre par laquelle une ou plusieurs Nations corroborent l'existence sur un territoire déterminé d'une société humaine, politiquement organisée et indépendante de toute autre Nation ». Ce caractère discrétionnaire a d'ailleurs été invoqué pour retarder la reconnaissance des Etats Baltes alors que Mikhaïl Gorbatchev promouvait en URSS la *Glasnost* et la *Perestroika* dont l'Union européenne a cependant adopté l'indépendance dans une déclaration du 27 août 1991 suivant un principe que les ministres des affaires étrangères des pays membres ont subordonné dans une déclaration du 16 décembre 1991 à Bruxelles à l'acceptation de valeurs institutionnellement reconnues par la Communauté Européenne. Si la destruction du mur de Berlin en 1989 a pu laisser croire à un aboutissement de la forme libérale de la mondialisation[33] des guerres dites justes en Irak et en Yougoslavie ont été déclenché et le Conseil de sécurité de l'ONU a été mis en échec sur la question de la légitimité des massacres par violations de la Convention de Genève[34].

Thierry Couzin

Mola (Aldo A.), *Italia. Un paese speciale. Storia del Risorgimento e dell'Unità. 1800-1858 : le radici,* Capricorne, Torino, 2011, pp. 173 p.

Ecrivains et géographes de l'Antiquité, Strabon, d'Halicarnasse, portèrent à intérêt pour l'Italie la terre des *Italoi*, qui prirent le nom du vitello, représenté sur les monnaies comme les *Taurini* de l'actuel Piémont septentrionale. La population emprunta le nom de la terre qu'ils habitaient et de leur occupation principale, l'élevage des bestiaux. La dénomination de la terre susdite celui des habitants, *Italici*, à la différence de la France, de l'Allemagne, Angleterre, Danemark, Andalousie, Hongrie, Russie, Bulgarie, Roumanie qui eurent le nom

[29] Peter Laslett, *Un monde que nous avons perdu. Famille, Communauté et structure sociale dans l'Angleterre pré-industrielle*, Paris, 1969, pp. 112-119
[30] José Gentil Da Silva, *Estudo da posiçao relativa das regioes da C.E. e da evoluçao dos desequilibrios regionais*, dans Conseil de l'Europe, 1990, pp. 144-145
[31] Francis Fukuyama, *La fin de l'homme. Les conséquences de la biotechnique*, Gallimard, Paris, 2002, 445 p.
[32] Paul Schiff Berman, « Gunther Teubner : A Generative Scholar for a Plural World», dans *Festchvift volume in Germany*, Tempe, 2009, pp. 687-694
[33] Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Paris, 1992, pp. 378-380
[34] Domenico Losurdo, *Marx e il bilancio storico del Novecento*, Napoli, 2009, pp. 127-133

des peuples qui l'occupèrent à la chute de l'Empire romain en Occident. La primauté du nom de la terre par rapport à celui de la *gens* en Italie met en évidence le primat du peuplement et indique la pluralité de ses *gentes* en Italie sans le prisme de leur origine historique. *Saturnia tellus*, terre de Saturne, l'Italie vint à la chanter « *magna parens frugum* », grand-mère des vaches et des chevaux, des produits conquis par un dur labeur, sous la pression du besoin et à travers expériences guerrières douloureuses, comme l'écrivit le poète Vigile dans les Géorgiques et dans l'Enéide : « *Labor omnia vincit improbus et duris urgens in rebus egestas* » et « *Sunt lacrimae rerum et mentem mortalia tangunt* ». Sur ces mêmes fondements Virgile indiqua la mission de Rome : « *Tu regere imperio populus, Romane, memento* ». On comprend que dans les décennies du *Risorgimento* la romanité classique, incarnée par la direction des grandes familles, a précisément été la référence pour les patriotes. « *Sito commodo chiamo quello che è in parte tale, che molti popoli n'hanno bisogno per il traffico e per mandar fuora i beni che li avanzano o ricever quelli de'quali sono penuriosi : onde, essendo questo sito tra gli uni e gli altri, partecipa come mezzo e s'arrichiasce con gl'estremi.(…) Non basta dunque che il sito che ha da far grande città sia necessario, bisogna che sia, oltre di cio, utile alle vicine genti* »[35]. Lorsque Flavio Biondo dans son *Italia illustrata* publiée à Venise en 1503 affronta le problème du découpage de l'espace, il conclut que celui construit par Pline l'ancien dans ses *Naturalis Historiae* en 37 livres, calquée sur l'organisation voulue par Auguste, ne correspondait plus à la réalité de son temps sinon dans le paysage. Ce qui est certain c'est que les villes constituent, de manière différente selon qu'il s'agit d'une ville de l'intérieur ou d'une ville côtière, les points de force de leurs articulations[36]. Sur le frontispice de son œuvre majeure Giambattista Vico explicita que le triangle lumineux avec à l'intérieur un œil ouvert représentait Dieu sous l'aspect de sa providence, et la métaphysique sous les traits d'une femme aux temps ailés en équilibre sur le globe de l'ordre des choses naturelles le contemplait dans l'attitude de l'extase. Ainsi le monde des *menti* humains démontrait son intercession dans le monde des *animi* humaines civiles des nations[37]. A l'âge des héros la poésie unissait des vocables que la prose va séparer à l'âge des hommes en réduisant à un seul genre le mot. La respiration supposait un mouvement de l'air qui désigna le principe mâle qui meut les nerfs et les fibres par le terme *animus* et déclina au féminin par le mot *anima* la circulation sanguine[38]. Vittorio Alfieri s'exila à Londres et amer il rédigea *Il Misogallo* en 1799[39]. « *Le idee della rivoluzione di Napoli avrebbero potuto essere popolari, ove si avesse voluto dal fondo istesso della nazione. Tratte da una costitueione straniera, erano lontanassimi dalla nostra : fondata sopra massime troppo astratte, erano lontanassime da' sensi, e, quel ch'è più, si adggiungevano ad esse, come leggi, tutti gli usi, tutt'i caprici e talora tutt'i difetti di un altro popolo, lontanassimi dai nostri diffeti, da'nostri capricci, dagli usi nostri…. Se mai la repubblica si fosse fondata da noi medesimi, se la costituzione, diretta dalle idee eterne della giustizia, si fosse fondata sui bisogni e sugli usi del popolo ; se un'autorità che il popolo credeva legittima e nazionale, ivece di parlargli un astruso linguaggio che esso non intendeva, gli avesse propcurato dei beni reali, e liberato lo avesse da un astruso linguaggio che esso non intendeva, gli avesse procurato dei beni reali, e liberato lo avesse da que'mali che soffriva … forse…chi sa ?…noi non piangeremmo ora sui miseri avanzi di una patria rivoluzione passiva, l'unico mezzo di condurla a buon fine era quello di guadagnare l'opinione del popolo. Ma le*

---

[35] Giovanni Botero, *Della Ragion di Stato e Delle cause della grandezza delle Città*, Venetia, 1598, pp. 318-319

[36] Ruggiero Romano, « Il Mediterraneo. Città costiere e città dell'interno », dans Id. *Paese d'Italia. Venti secoli di identità*, Roma, 1997, p. 108

[37] Giambattista Vico, *La science nouvelle. Principes d'une science nouvelle relative à la nature commune des nations* (1744), Alain Pons (ed.), Paris, 2001, pp. 6-7

[38] Giambattista Vico, *De l'antique sagesse de l'Italie* (1710), Bruno Pinchard, (ed.), Paris, 1993, pp. 28-29 et 109-110

[39] Vitilio Masiello, *L'ideologica tragica di Vittorio Alfieri*, Roma, 1964, pp. 276-279

vedute de 'patrioti e quelle del popolo non erano le stesse : essi avevano diverse idee, diversi costumi e finanche due lingue diverse »[40] écrivit Vincenzo Cuoco en 1801 depuis son exil à Paris. Considérés par les Français comme des gens turbulents et séditieux ces patriotes racontèrent comme le Napolitain Giuseppe Castaldi leur expérience. Il s'est agi essentiellement de l'installation des Piémontais le plus souvent à Grenoble et Chambéry et des Napolitains à Marseille et Toulon avant pour certains d'entre eux de prendre par Lyon le chemin de Paris en quête d'appuis politiques[41]. A la génération que l'on peut appeler celle napoleonides réunissant en des idéaux et des pratiques différenciées le président de la République cisalpine Francesco Melzi d'Eril, le souverain Charles-Albert, la *Giovane Italia* de Giuseppe Mazzini en 1831 dont l'action se perpétua jusqu'à la conspiration de 1853, les Romantiques Carlo Goldoni, Alessandro Manzoni, avant cette sorte de contrat social sanctionné par l'éligibilité à la députation et la généralisation graduelle du *Statuto* dès 1848 jusqu'à la bataille de Solférino en 1859 qui détermina la collaboration entre Camillo Benso di Cavour et Napoléon III quoique son achèvement national et sa forme même dans le cas de la séparation du pays niçois et de la Savoie en 1860 demeura discutée d'abord par le royaume d'Italie en 1870 et en 1878 puis par les revendications irrédentes et encore en 1924 dans un train qui le menait à Milan Antonio Gramsci eut dans la période de l'*Aventino* qui fit suite à l'assassinat de Giacomo Matteotti une conversation avec un fasciste qui déjà voulait annexer Nice, la Savoie, Malte et le canton du Tessin et lui démontra à sa plus grande déconvenue que ce même principe ferait perdre la Sardaigne à l'Italie[42] par Mussolini jusqu'en 1943.[43]

Thierry Couzin

Nora (Pierre), *Présent, nation, mémoire*, Gallimard, Paris, 2011, 420 p.

La mémoire individuelle est un capital, une banque de données constamment enrichie par l'expérience de la vie, transmise du passé par divers canaux, histoire même de chacun et de sa vision de la société et du monde, elle enserre le révolu, l'espace des morts, survivant par l'esprit des vivants. Somme toute comme un long apprentissage la vie de l'individu est confrontée à des décisions à prendre qui engagent parfois, mais pas toujours, des parentés, à plus forte raisons lorsque se concentre dans l'événement que l'on dit désormais mémoire de la guerre 1914-1918 à l'Holocauste le pas lent de l'Histoire. Si la mémoire ne se limite pas à la seule génétique l'anthropologie de ses traces matérielles dans la mesure où les documents expriment une histoire que les conditions économiques et sociales de leurs productions n'épuisent pas est aussi proprement immatérielle. En publiant *La guerre des Gaules* Jules César sacrifia à un usage devenu fréquent après la mort de Sylla mais le titre de *Commentaires* qu'il donna à son récit de campagne indiqua qu'il s'agissait aussi d'un rapport adressé au sénat. Ce texte publié du vivant du dictateur visait ainsi à la fois le peuple de Rome et la plus haute magistrature de la République[44] sa part d'ombre ou si l'on préfère sa fonction propre d'historicité, le passage du Rubicon en somme. Si Marc-Aurèle prit soin de rédiger ses notes dès sa campagne sur le *limes* du Danube en 174 qu'il poursuivit pour le moins jusqu'à sa campagne sur le *limes* germanique en 178 il fut sans doute l'un des tout premiers à avoir l'intuition d'une humanité commune : « Si l'intelligence nous est commune, la raison qui fait

---

[40] Vincenzo Cuoco, *Saggio storico sulla rivoluzione napoletano del 1799* (1801), Bari, 1976

[41] Anna-Maria Rao, « Touristes, malgré eux : les Français en Italie et les récits de voyages des Italiens réfugiés en France pendant la Révolution », dans *Circulation des hommes et des idées à l'époque révolutionnaire*, Claudy Valin (dir.), Paris, 2009, pp. 41-51

[42] Antonio Gramsci, *Vita attraverso le lettere*, Giuseppe Fiori (dir.), Torino, 1994, pp. 75 et 84

[43] Marc Ortolani, « La frontière des Alpes-Maritimes dans le cadre des relations franco-italiennes 1871-1914 », dans *Recherches Régionales*, 2008, 190, pp. 47-48

[44] Jules César, *La guerre des Gaules*, Maurice Rat (ed.), Paris, 1964, pp. 5-12

de nous des êtres qui raisonnent nous est commune aussi. Si cela est, la raison qui commande ce qu'il faut faire ou non, doit être commune. Si cela est, la loi aussi nous est également commune. Si cela est, nous sommes concitoyens. Si cela est participons à une certaine administration commune. Si cela est, le monde entier est comme une cité »[45]. Comme en témoigna encore le port par le général Bonaparte de son uniforme bleu, l'index de la main du bras droit tendu vers l'Italie, monté sur un cheval blanc au teint du général d'un corps d'armée par excellence, dont la réminiscence vis-à-vis de l'ordre équestre romain qu'imposait le contexte du Consulat français était évident, tandis que le drapé rouge de sa tunique évoquait la pourpre impériale, dans le tableau de Jacques Louis David commémorant le passage des Alpes le 20 mai 1800 au col du Grand-Saint-Bernard était l'esquisse d'une symbiose entre la République du passé proche, le Consulat, et l'Empire à venir dont le cœur ne pouvait qu'être Rome en Italie aux yeux encore alors très méditerranéens de Bonaparte, et ce, malgré l'espèce de concurrence pour les honneurs que lui avait longtemps livré le général Moreau au-delà du Rhin au contraire représenté avec sa gabardine marron tout entier dirigé vers Aix-la-Chapelle[46]. La mémoire collective s'oppose terme à terme à la mémoire historique comme la mémoire affective à la mémoire intellectuelle, résidus de diversité de l'expérience vécue conservée dans le souvenir un instant cliché dans une quête des origines dont la mémoire historique, qui filtre et capitalise en une puissance d'unicité que d'aucuns prétendent organique, en devenant historiographie s'est éloignée et dont le champ propre est devenu national s'agissant de la France parce que son modèle influence sans reproduire au même puisque sa traduction n'engage pas seulement la langue mais sa représentation spatiale *locus* et *topos* à la fois qui mobilise différemment selon l'âge et le sexe l'un deux hémisphères du cerveau mais des entités politiques diverses ainsi de l'Allemagne, de l'Espagne et l'Italie où encore en 1924 dans un train qui le menait à Milan Antonio Gramsci eut dans la période de l'*Aventino* qui fit suite à l'assassinat de Giacomo Matteotti une conversation avec un fasciste qui déjà voulait annexer Nice, la Savoie, Malte et le canton du Tessin et lui démontra à sa plus grande déconvenue que ce même principe nationaliste ferait perdre la Sardaigne à l'Italie[47], dans l'édification européenne. « En équivalence au mot remerciement la langue française dispose des termes « grâce » ou « gré » usités indifféremment dans les échanges gratuits de bienfaits et de bénédictions ; je vous sais gré, je vous rends mon merci : au masculin. Or, en couple et comme à l'opposite, cet usage s'accompagne d'une signification féminine, dramatique et suppliante, du même vocable : la miséricorde et la pitié. Je vous rends grâces, mais j'implore votre compassion en demandant merci »[48].

Thierry Couzin

---

[45] Marc-Aurèle, *Pensée pour moi-même*, Mario Meunier (ed.), Paris, 1964, p. 67

[46] Frédéric Künzi, « Le tableau de Jacques Louis David : Le Premier Consul franchissant les Alpes au col du Grand-Saint-Bernard », dans *Bicentenaire du passage des Alpes par Bonaparte 1800-2000*, Martigny, 2000, pp. 48-59

[47] Antonio Gramsci, *Vita attraverso le lettere*, Giuseppe Fiori (dir.), Torino, 1994, pp. 75 et 84

[48] Michel Serres, « Les deux mercis », dans *Le Monde*, 4 février 1991, p. 11